



Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

À bas l'invasion de l'Ukraine !

Retrait immédiat de l'armée russe de toute l'Ukraine !

Pour le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même !

À bas l'Otan ! Retrait des troupes de l'Otan d'Europe !

Retrait des troupes françaises d'Estonie et de Roumanie !

Guerre au cœur de l'Europe

Le 21 février 2022, Poutine reconnaissait les « républiques populaires » de Louhansk et de Donetsk proclamées en mai 2014 par les mouvements indépendantistes favorables au rattachement à la Fédération de Russie. Le même jour les blindés russes investissaient ces territoires tandis que les bombardements de la partie du Donbass encore sous le contrôle de Kiev se multipliaient. Poutine justifiait cette intervention par la nécessité de défendre ces deux républiques qui auraient demandé l'aide de la Russie face aux menaces de l'Ukraine préparant un « génocide » des populations russes. Le 24 février, La Russie s'engageait dans une offensive générale à partir du Donbass, de la Crimée et de la Biélorussie, préparée par d'intenses bombardements avec une pluie de missiles, de roquettes et d'artillerie lourde sur les sites stratégiques de toute l'Ukraine (aéroports, bases militaires, etc.) mais s'abattant aussi sur la population afin de la terroriser. Poutine déclarait que l'objectif était de libérer l'Ukraine et des habitants « pris en otage » par une « bande organisée de toxicomanes et de néonazis qui ont pris le pouvoir à Kiev ». En réalité, le but était d'installer un régime à sa botte afin de contenir les velléités de Kiev de rejoindre l'Union européenne et de laisser la porte ouverte à l'Otan.

Déjà les conséquences de cette guerre sont terribles pour les masses. Depuis 2014, la guerre du Donbass a provoqué 14 000 morts, 25 000 blessés, près de 2 millions de déplacés, détruit presque totalement son économie et livré la population aux exactions de milices réactionnaires, pour certaines fascistes. Avec l'extension de la guerre, le prix à payer s'annonce dramatique : déjà des centaines de milliers d'habitants, près d'un million en cinq jours, fuient la guerre ; le nombre de victimes civiles s'accroît de jour en jour et l'économie du pays est en passe d'être dévastée.

Les masses ukrainiennes victimes de la confrontation entre puissances capitalistes

Ces dernières années la pression des puissances impérialistes pour isoler la Russie économiquement et militairement s'est accentuée. Pays baltes, Pologne, République tchèque, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Slovénie et Croatie ont été intégrés à l'Union européenne. Tous ont décidé de rejoindre l'OTAN, qui s'est élargie au Monténégro, à l'Albanie et à la Macédoine du Nord, bien que dans un premier temps il y aurait eu en 1993 un accord Gorbatchev-Bush pour le non élargissement de l'OTAN

aux ex-membres du pacte de Varsovie. L'objectif de l'impérialisme US à travers l'extension de l'OTAN est bien soumettre la Russie à sa propre domination.

Le vaste territoire de l'Ukraine se situe entre l'Union européenne et la Russie. Le contrôle politique et économique de ce pays est devenu un enjeu majeur pour les puissances capitalistes d'une part, pour la Russie d'autre part. La perspective de l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN, à sa frontière, est totalement inacceptable pour Poutine. Il en est de même de la perspective de l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne qui remettrait en cause les accords commerciaux, vitaux pour elle, conclus avec ce pays. Pour sa première visite à l'étranger, en juin 2019, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, élu au printemps 2019, a avancé comme perspective immédiate l'objectif pour l'Ukraine d' « *intégrer l'UE et l'OTAN en tant que membre à part entière* », affirmant qu'il s'agit de « *la priorité de sa politique étrangère* ».

Ce tournant explicite dans la politique de Kiev, combiné au renforcement du contingent US en Europe orientale, est devenu intolérable pour Poutine. Il devenait nécessaire de préparer une riposte en substituant au gouvernement actuel un gouvernement à sa botte. Dès 2021 ont commencé des manœuvres militaires de grande ampleur aux frontières avec la Russie et la Biélorussie. Une armada a été constituée dans l'éventualité de passer à l'acte par l'invasion de l'Ukraine. La guerre en Ukraine, à l'initiative de la Russie, est le produit de la confrontation entre puissances capitalistes. Une manifestation du fait que l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne peut qu'engendrer guerres et dévastations au détriment des peuples sous sa domination.

Pour le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même

La résistance des masses ukrainiennes à la guerre d'agression de Poutine est incontestable. Elle exprime la réalité du fait national ukrainien, du refus du peuple ukrainien de se soumettre à l'oppression de la Grande Russie. Que cette résistance s'accompagne des plus grandes illusions sur les puissances impérialistes occidentales, et sur le gouvernement Zelenski qui en est le soutien, ne change rien au fait que cette résistance exprime une aspiration profonde des masses ukrainiennes.

Poutine, dans son discours à la nation du 21 février a rappelé : « *L'Ukraine a été créée par la révolution bolchévique* ». Effectivement, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat en 1917 abattant l'empire tsariste qui l'a liquidé entant que « prison des peuples » et, tant que les bolcheviks sont restés au pouvoir avant leur extermination par la bureaucratie stalinienne, Lénine défendait :

« Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes, les « leurs » et ceux de tous les pays en général. C'est justement pour que cette union soit une union librement consentie que l'ouvrier russe, ne se fiant pas une minute, en rien, ni à la bourgeoisie russe, ni à la bourgeoisie ukrainienne, est actuellement partisan du droit de séparation des Ukrainiens, ne voulant pas imposer à ceux-ci son amitié, mais gagner la leur en les traitant comme des égaux, comme des alliés, comme des frères dans la lutte pour le socialisme. »

Lénine n'ignorait rien de la réalité de l'aspiration du peuple ukrainien à disposer de lui-même, et considérait que l'Etat ouvrier soviétique ne pouvait se consolider qu'en reconnaissant pleinement cette aspiration.

Cela étant, aussi longtemps que survivra l'impérialisme, le droit pour le peuple ukrainien à disposer de lui-même, à l'unité et à l'indépendance réelle, c'est-à-dire en n'étant soumis à aucune puissance capitaliste étrangère quelle qu'elle soit, sera nié. Une Ukraine indépendante ne saurait être qu'une Ukraine socialiste, car en tant que pays capitaliste, à l'époque de l'impérialisme, l'Ukraine ne peut qu'avoir une place de pays dominé.

Contrairement à ce qu'avancent, en France par exemple, le PCF et le PS aux côtés de Macron, mais aussi les Verts et LFI, il est sans issue de proposer, à l'instar de la FSU, « *une solution dans le cadre multilatéral de l'ONU, qui passe par le retrait des troupes russes et le retour à des négociations qui permettent le respect des droits des peuples et non la satisfaction des ambitions impériales de tel ou tel gouvernement* ». Au nom du maintien de la paix et de la sécurité, l'ONU est en réalité une institution de collaboration, certes parfois conflictuelle, des puissances impérialistes et capitalistes pour perpétuer leur domination, l'oppression des peuples et le pillage à leur compte de la planète. L'orientation du PS, du PCF, de LFI, des Verts et des dirigeants syndicaux est en fait un alignement complet sur la politique impérialiste.

D'où peut venir le salut pour les masses ukrainiennes ?

Le sort de des masses ukrainiennes est entre les mains des classes ouvrières de l'Europe. Est décisive à cet égard la classe ouvrière russe. Aujourd'hui, les manifestations en Russie contre la guerre ont un caractère limité et par ailleurs sont soumises à la plus violente répression. Cette violente répression manifeste en même temps la hantise de Poutine : à savoir que la classe ouvrière russe fasse irruption.

Or, le retour des cercueils de soldats russes au pays et les effroyables conséquences pour les masses russes de la crise économique qui vient (avec déjà l'effondrement du rouble) peuvent conduire à une telle irruption. Celle-ci poserait forcément la question de l'existence de la dictature militaro-policière de Poutine au service de la bourgeoisie russe. L'obstacle principal à ce que surgisse le prolétariat demeure son désarroi politique, son absence de toute organisation permettant réellement de prendre en charge ce combat après des décennies de domination de la bureaucratie stalinienne, puis du rétablissement du capitalisme marquée par une épouvantable dégradation de ses conditions d'existence combinée à la toute puissance de l'appareil policier de Poutine.

A l'échelle internationale, se manifeste aussi la volonté des masses de combattre la guerre, comme en témoigne par exemple les centaines de milliers de manifestants en Allemagne. Sans aucun doute, les forces bourgeoises, les appareils contre-révolutionnaires tentent de détourner cette juste aspiration sur le terrain du soutien à l'OTAN et à son renforcement militaire, aux solutions « négociées » dans le cadre de l'ONU, etc. Ainsi le gouvernement Scholz a annoncé sa décision de renforcer considérablement la puissance militaire de l'Allemagne. Macron a fait de même pour la France.

Au contraire, le combat réel contre la guerre suppose que soient formulés les mots d'ordre : A bas l'intervention russe en Ukraine, à bas l'Otan ! La perspective historique ne peut être que celle d'instaurer un gouvernement ouvrier dans chaque pays, vers la constitution des États unis socialistes d'Europe.

Non à l'union nationale derrière Macron

Pour riposter à Poutine, les puissances impérialistes ont décidé de sanctions économiques et financières. L'adoption de ces sanctions donne lieu à d'âpres négociations chacune essayant de préserver au mieux les intérêts économiques de ses entreprises. En particulier, l'Allemagne et la France (dont les groupes, très impliqués en Russie, sont les plus menacés par les mesures de rétorsions que pourrait prendre en réponse la Russie) ont cherché à tempérer le forcing de l'impérialisme américain. De plus, les cercles dirigeants des impérialismes manifestent leurs inquiétudes sur les conséquences pour l'économie mondiale. Ainsi, dans un communiqué du 26 février, le FMI alerte : « *Au-delà de l'Ukraine, les répercussions du conflit présentent de sérieux risques économiques pour la région et le monde entier. Nous évaluons actuellement les implications qu'il pourrait avoir notamment sur le système financier et son fonctionnement, les marchés des matières premières et, plus directement, les pays ayant des liens économiques avec la région* ».

Le 25 février, en application de l'article 18 de la constitution de la V^e République, Macron a délivré un message à l'Assemblée nationale. Les députés debout, tout groupe confondu, on écouté avec respect. Le 28 février, Castex a reçu les candidats à l'élection présidentielle ayant obtenu 300 parrainages. Tous se sont rendus au rendez-vous, excepté Mélenchon qui toutefois aurait souhaité être présenté. Selon la presse, « *A la sortie de la réunion, ces derniers se sont félicités d'une discussion « utile et importante », en affichant pour la plupart leur soutien aux sanctions contre la Russie. Plusieurs d'entre eux ont insisté sur l'importance de maintenir le dialogue démocratique malgré la crise actuelle, en précisant que le Premier ministre Jean Castex avait donné des "garanties" à ce sujet.* » Et tous ont insisté pour que la question de l'Ukraine ne vienne pas polluer la campagne présidentielle.

Alors Lemaire a déclaré sur *France info* : « *Nous voulons viser le cœur du système russe, nous visons V. Poutine, nous visons les oligarques, mais nous visons aussi toute l'économie russe. Et le peuple russe en paiera aussi les conséquences. On ne sait pas faire autrement* » ; et : « *Nous allons livrer une guerre économique et financière totale à la Russie. Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe* ». Et il a précisé que c'est la France qui depuis début janvier commande la NRF 22, la force de réaction rapide de l'OTAN.

Il faut combattre pour que les organisations se réclamant du mouvement ouvrier, partis et syndicats (PCF, PS, CGT, FO, FSU, UNEF) rompent cette union nationale derrière Macron.

A cette Union nationale, il faut opposer l'internationalisme prolétarien, qui implique le combat contre l'impérialisme français et son gouvernement.

Le combat en défense du droit du peuple ukrainien implique de combattre pour que se réalise le front unique ouvrier (partis et syndicats) dans une manifestation à l'ambassade de Russie sur le mot d'ordre : **Dehors les troupes russes d'Ukraine !**

Il faut, contre notre propre gouvernement et notre propre impérialisme, ajouter à ce premier mot d'ordre : **A bas l'OTAN ! Retrait immédiat des troupes françaises de la Roumanie et de l'Estonie !**

1^{er} mars 2022

Prenez contact !

A.E.P.S. Ibis, rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL / e-mail :socialisme@free.fr

Site web : <http://socialisme.free.fr>

BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 30 €)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S

Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL